

Faits Saillants

- Signature de l'Accord de Paix le 20 juin à Bamako par la CMA et mise en place d'un Comité de Suivi de l'Accord (CSA) pour veiller à l'application des termes dudit accord.
- Nouveaux déplacements de population (environ 60.000 déplacées internes au 31 mai et 3 509 nouveaux réfugiés dans les pays d'asile dans la période 1 janvier-31 mai 2015) suite à la détérioration de la situation sécuritaire (affrontements successifs enregistrés surtout dans la région de Tombouctou).
- Validation d'un outil harmonisé de protection monitoring (Evaluation Rapide de Protection/ERP) et mise en place d'une base de données centrale du Groupe Sectoriel de Protection.
- Plaidoyer du Groupe Sectoriel de Protection envers les opérateurs téléphoniques Orange et Malitel pour le rétablissement/l'établissement des réseaux téléphoniques dans les zones de déplacement et de retour dans Mopti (Tenenkou et Youwarou).

1.000.000 PERSONNES DANS LE BESOIN



Contexte Politique et Sécuritaire

- La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) a définitivement signé, le 20 juin, l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : le texte avait déjà été validé le 15 mai dernier en l'absence des groupes armés représentés par la CMA.
- La situation sécuritaire s'est fortement détériorée au cours du mois de mai dans le nord du Mali : de nombreux affrontements entre groupes armés et/ou l'armée malienne ont eu lieu dans la région de Tombouctou et successivement dans celles de Gao et Mopti. Les attaques répétées, le départ ou l'assassinat de certains fonctionnaires de l'Etat aussi bien que la criminalité persistante le long des axes routiers, ont causé de nouvelles vagues de déplacements qui ont touché surtout la région de Tombouctou : au 31 mai 2015 la DNDS (Direction Nationale du Développement Social) faisait état de 59 565 nouveaux déplacés s'ajoutant à ceux de la crise de 2012 (43 101 Personnes déplacées internes).
- Le 29 juin, le Conseil de Sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2227 qui prolonge au 30 juin 2016 le mandat de la MINUSMA recentré sur l'appui à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger tout en lui conservant une mission importante de

Groupe Sectoriel de Protection (GSP) - Bamako

- Un plaidoyer pour l'extension du réseau téléphonique à Tenenkou et Youwarou dans la région de Mopti, a été mené envers les compagnies Orange et Malitel : les premiers responsables de ces agences téléphoniques, ont été formellement saisis par le HCR en tant que chef de file avec l'appui de DRC en tant que co-facilitateur du Cluster Protection Mali. Le soutien du Ministre de l'économie numérique de l'information et de la communication, et Porte-parole du Gouvernement et de celui de la solidarité de l'action humanitaire et de la reconstruction du nord, a été formellement sollicité. Les acteurs de protection notamment les membres du GSPR-Mopti, sont préoccupés par l'impact que le manque de moyens de communication fiables, combiné avec un accès humanitaire limité, aurait sur le suivi et le maintien des mécanismes d'alerte précoce établis par le biais des structures communautaires de protection. Un accord de principe a été obtenu de ces opérateurs téléphoniques qui se sont engagés à effectuer une étude de faisabilité dans les zones concernées et à apporter ainsi leur contribution au processus de stabilisation.
- Suite à la réunion ad hoc de l'EHP du 17 juin 2015 sur l'accès humanitaire, les membres ont validé la participation de la Coordination du GSP/HCR au Groupe de Travail Accès (GTA) de l'EHP. Le GTA conseille et soutient le Coordinateur Humanitaire et l'EHP dans l'opérationnalisation, la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Accès de l'EHP. La matrice de protection du GSP constituera également un outil de référence pour le groupe de travail notamment dans la collecte et l'analyse des informations sur les contraintes d'accès, leurs natures et leurs impacts humanitaires.
- Le GSP a poursuivi et finalisé les travaux de mise en place du système de monitoring de protection du groupe sectoriel. Les outils harmonisés ont été partagés avec les membres. Un plan de formations sur l'outil ERP (Evaluation rapide de Protection) et sa méthodologie d'utilisation principalement à l'endroit des membres des clusters régionaux, a été élaboré et sera mis en œuvre dans les prochains mois.
- Les GSRP ont complétées les matrices de protection relatives à la période avril-mai puis elles ont été validées par le Groupe Consultatif Stratégique du GSP avant d'être soumises à la MINUSMA dans le cadre des PoC Core Group national/Bamako. Les matrices présentent les principales recommandations en termes de protection des civils, basées sur l'analyse des risques et incidents de protection affectant les principaux villages et axes des régions.
- Les résultats de l'enquête d'évaluation de la performance de la coordination des groupes sectoriels ont été analysés et partagés avec l'ICC et l'EHP, avec un plan d'action.

Événements

9-11 juin, Atelier de réflexion sur la protection des victimes et témoins des violences sexuelles @ Bamako

Aimé Ntumba Kakolo, ntumbakakolo@un.org

17 juin, Lancement officiel du programme de Fonds d'affectation à la protection des victimes et témoins des violences sexuelles pour leur accès à la justice @ Tombouctou

Aimé Ntumba Kakolo, ntumbakakolo@un.org

30 juin, Journée Internationale de l'Enfant Africain

Frank Kashando, fkashando@unicef.org

29 juillet, Réunion du Groupe de travail AJED @MINUSMA, 14:30

Aimé Ntumba Kakolo, ntumbakakolo@un.org

30 juillet, Réunion du Groupe Sectoriel de Protection @UNHCR, 10:00

Saoudatou Bah-Mansare, bahs@unhcr.org

05 aout, Réunion du Groupe de Travail Lutte Antiminimes Humanitaire @UNMAS, 15:00

Camille Aubourg, camillea@unops.org

Groupe Sectoriel Régional de Protection (GSRP) - Tombouctou

- Suite à l'insécurité grandissante dans la région de Tombouctou, et dans une moindre mesure dans celles de Gao et Mopti, la deuxième quinzaine de mai a connu un nouveau déplacement de population qui a touché environ 60,000 personnes. Cependant, si à peu près la moitié des personnes déplacées dans le cercle de Gourma a regagné les villages d'origine vers la fin du mois de juin 2015, le cercle de Goundam a connu, au contraire, une nette augmentation des PDIs de Goundam (presque 20 000 déplacés estimés par DNDI/OIM contre les 9 000 précédemment rapportés).

Groupe Sectoriel Régional de Protection (GSRP) - Mopti

- La DRDSES a effectué une mission dans la commune de Dialloubé afin de recenser les populations déplacées suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Tombouctou ainsi que pour évaluer leurs besoins. Suite à d'autres missions d'évaluation multisectorielle qui se sont suivies, des plans d'actions ont été préparés pour apporter une réponse aux besoins des populations déplacées.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Dans le cadre de l'extension de l'utilisation du Système de Gestion des Informations sur les VBG à l'administration malienne, UNFPA également coordinateur du sous-cluster VBG, a formé 24 agents repartis entre 14 structures sanitaires et 3 directions régionales de santé des régions de Mopti, Tombouctou et Gao aussi bien que 4 ONG.
- Des formations ont été organisées sur le GBVIMS, le MARA et sur les violences sexuelles liées au conflit. Les bénéficiaires ont été les membres du sous cluster, les agents des structures sanitaires et les agents de la police nationale.
- Une mission de l'Equipe d'Experts des Nations Unies sur les violences sexuelles liées au conflit a été conduite du 15 au 19 Juin 2015. Le SC-VBG fera le suivi des recommandations du rapport des experts.

Accès à la Justice (AJED)

- Tenue d'un atelier de réflexion sur la protection des victimes et témoins des violences sexuelles du 9 au 11 juin 2015 à Bamako, avec les membres et partenaires du Groupe de Travail « Accès à la Justice ».
- Lancement officiel du programme de Fonds d'affectation à la protection des victimes et témoins des violences sexuelles pour leur accès à la justice, à Tombouctou le 17 juin 2015. Les bénéficiaires potentiels sont les 80 victimes des violences sexuelles dont la coalition de six organisations constituées en partie civile par devant le tribunal de la commune III.

Protection de l'Enfance (PE)

- Le sous cluster a commencé la formation des sous cluster PE de Tombouctou, Gao et Mopti en gestion d'information et sur les mécanismes de surveillance et de communication des 6 violations graves des droits de l'enfant (MRM) et prévoit également la formation pour les équipes régionales de Koulikoro, Kayes et Sikasso.
- Les travaux de rédaction du plan d'intégration des standards minimum de la protection de l'enfance dans les autres secteurs de l'action humanitaire a débuté avec l'appui d'une Consultante en vue de sa finalisation et diffusion.

Lutte Humanitaire Anti-mines (LHAM)

- Suite aux récents accidents et aux recommandations des PoC Task Forces régionales plusieurs déploiements des partenaires d'Education aux Risques (DCA et MAG) sont prévus entre fin Juin et début Juillet : Konna, Djebock et Menaka.
- Les activités d'Education aux Risques ont touché en mai 45,989 personnes (10,974 hommes, 10,392 femmes, 12,525 garçons et 12,098 filles). Deux sessions de sensibilisation ont été organisées pour les partenaires humanitaires de Mopti en collaboration avec OCHA. D'autres sessions seront planifiées au mois de Juillet à Tombouctou et Gao en collaboration avec INSO et OCHA.
- Operations de dépollution : 32,781 mètres carrés dépollués au mois d'Avril 2015 (Régions de Gao et de Tombouctou).

Les réalisations du GSP

au 30 juin 2015

Le plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie pour les solutions durables est en cours de finalisation

69%

De la population ciblée a été formée aux risques des mines/REG

56%

Des victimes de violations identifiées et documentées, ont été assistées dans l'accès à la justice

1%

Des personnes sans pièces d'identité ciblées pour l'obtention du document ont été assistées

60%

Des communautés ciblées ont un système de référencement communautaire pour la protection des enfants fonctionnel

77 765

Personnes déplacées et retournées ont été enregistrées et leurs mouvements suivis

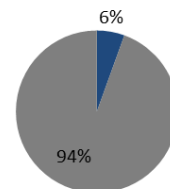
105%

Des prestataires de services ciblés fournissent des services psychosociaux aux victimes de violence sexuelle

Les indicateurs présentés se réfèrent aux indicateurs du Groupe Sectoriel de Protection identifiés lors de la rédaction du Plan de Réponse Stratégique 2015.

Le progressif rétrécissement de l'accès humanitaire, l'absence des autorités administratives dans certaines localités du Nord aussi bien que le manque de financement impactent sur la capacité du groupe d'atteindre les objectifs fixés notamment dans le cadre de l'accès à la documentation.

Niveau de financement



■ Financé ■ Non Financé

Montant demandé

77,339,192 USD

Coordination Groupe Sectoriel de Protection Mali – Contacts:

Coordinatrice: Saoudatou Bah Mansare, bahs@unhcr.org

Administratrice de Gestion de l'Information: Giorgia Tomieri, tomieri@unhcr.org

<https://mali.humanitarianresponse.info/fr/clusters/protection>